



AMC Ernst & Young

Boulevard de la terre
Centre Urbain Nord, 1003 Tunis, Tunisie
Tel: 216 70 749111 Fax: 216 70 749 045
tunisoffice@tn.ey.com



Financial Auditing & Consulting

Société inscrite au tableau de l'OECT
22 bis Avenue Mongi Slim El Menzah 5
1004 Tunis
Tél : 71 230 666 Fax : 71 234 215

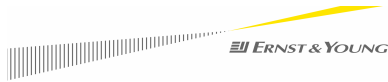
**SOCIETE TUNISIENNE DES
INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES
STIP S.A.**

**Avis des Commissaires aux Comptes sur
les états financiers intermédiaires**

Période close le 30 juin 2010

CONTENU

	<u>Page</u>
I. Avis des commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires	03
II. Etats financiers arrêtés au 30 juin 2010	05
• Bilan	06
• Etat de résultat	08
• Etat des flux de trésorerie	09
• Notes aux états financiers	10



AMC Ernst & Young
Boulevard de la terre
Centre Urbain Nord, 1003 Tunis, Tunisie
Tel: 216 70 749111 Fax: 216 70 749 045
tunisoffice@tn.ey.com



Financial Auditing & Consulting

Société inscrite au tableau de l'OECT
22 bis Avenue Mongi Slim El Menzah 5
1004 Tunis
Tél : 71 230 666 Fax : 71 234 215

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES S.A.

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2010

Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA,

En exécution de la mission de co-commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire et en application des dispositions de l'article 21 bis de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, nous avons procédé à une revue limitée des états financiers intermédiaires de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques pour la période allant du premier janvier au 30 juin 2010.

Introduction :

Nous avons effectué l'examen limité des états financiers ci-joints de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques, comprenant le bilan au 30 juin 2010, ainsi que l'état de résultat, l'état des flux de trésorerie pour la période de six mois close à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers intermédiaires, conformément au système comptable des entreprises. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces états financiers intermédiaires.

Etendue de l'examen :

Nous avons effectué cet examen selon la norme internationale d'examen limité ISRE 2410, "*Examen de l'information financière intermédiaire accompli par l'auditeur indépendant de l'entité*". Un examen limité de l'information financière intermédiaire consiste à prendre des renseignements, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables ainsi qu'à appliquer des procédures analytiques et autres aux données financières. L'étendue d'un examen limité est considérablement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit et par conséquent, il ne nous permet pas d'obtenir une assurance que nous nous rendons compte d'éléments significatifs qui pourraient être relevés par un audit. En conséquence, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Conclusion :

1- Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques arrêtés au 30 juin 2010 ne présentent pas sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour la période close à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

2- Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci dessus, nous attirons votre attention sur les informations suivantes données dans les notes aux états financiers :

2-1- La note II.2 aux états financiers qui souligne l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son activité.

Cette note indique que la société a accusé une perte nette de 7 452 226 DT pour la période de 6 mois close au 30 juin 2010, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 84 906 308 DT, soit 91 218 044 DT en deçà de la moitié du capital social. Le passif exigible était, au 30 juin 2010, supérieur de 118 448 836 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 84 906 308 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, bien que la société ait établi un plan d'assainissement financier mis à jour pour la période 2008-2011, et en dehors des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2008 prévoyant simultanément une réduction du capital motivée par des pertes de 29 454 768 DT par la réduction de la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT et une augmentation du capital en numéraire, non suivie d'effets, de 42 078 240 DT par émission de nouvelles actions de 3 DT chacune, la situation financière de la société n'a pas encore fait l'objet d'un assainissement.

Toutefois, il y a lieu de signaler que la société a déjà obtenu des accords de principe formels des banques pour adhérer au plan de restructuration et procéder au retraitement des engagements de la STIP. La société a, également, confié, depuis le 1^{er} juillet 2009, à une banque d'affaires, une mission d'assistance et d'accompagnement pour la réalisation de sa restructuration et privatisation par ouverture de son capital à des investisseurs stratégiques. Le processus a été fondé sur le principe de l'indexation de l'abandon partiel des dettes bancaires à l'apport en numéraire des dits investisseurs stratégiques dans l'augmentation de capital. Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé le 16 avril 2010 et clôturé le 28 mai 2010 suite à une prorogation des délais de réception des dossiers. Il a fait l'objet de 9 réponses. La banque d'affaires a été, aussitôt, invitée à entrer en contact avec les intéressés pour sonder leurs opinions sur l'approche appropriée à suivre et les scénarios possibles pour la concrétisation de l'opération de restructuration et de privatisation et ce, avant de discuter avec les banques concernées pour convenir du schéma à adopter pour la finalisation du processus.

Ces discussions devaient, bien entendu, précéder l'élaboration du cahier des charges relatif à l'appel d'offres qui serait lancé au titre de l'opération de restructuration financière et de privatisation de la STIP.

Faute de concrétisation de la restructuration financière envisagée, des doutes importants pèsent sur la continuité d'exploitation. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer inappropriée.

2-2- La note IV.2 aux états financiers dont le contenu indique que la société encourt un passif au titre des indemnités de départ à la retraite stipulées au profit du personnel en vertu des dispositions de l'article 57 de la convention d'établissement de la STIP. Ce passif, n'a pas pu être, toutefois, fiablement mesuré puisque tributaire de l'estimation de plusieurs paramètres aléatoires (taux de rotation du personnel, taux des départs anticipés à la retraite, table de mortalité, taux d'actualisation,...) et justifiait, conséquemment, qu'une information dans les notes soit fournie conformément au paragraphe 18 de la norme NC 14 relative aux éventualités et aux événements postérieurs à la date de clôture.

2.3. La note IV.3 aux états financiers qui indique que la confrontation entre les engagements comptabilisés par la STIP jusqu'au 31 décembre 2009 et ceux arrêtés à la même date par certaines banques et confirmés par elles préalablement au lancement de l'appel à manifestation d'intérêt, dans le cadre de la privatisation de la société par ouverture de son capital à des investisseurs stratégiques, a permis de relever que ceux comptabilisés, à cette date, sont en deçà de ceux inscrits sur les livres des banques à hauteur des montants suivants :

Nature des engagements	Ecart au 31/12/2009
Intérêts conventionnels et intérêts de retard impayés sur crédits à LT	196 791
Intérêts impayés sur préfinancement export et financement des stocks	90 573
Engagements par signature	6 341 935

Fait à Tunis, le

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young
Mohamed Zinelabidine CHERIF

Financial Auditing & Consulting
Mohamed Neji HERGLI

ÉTATS FINANCIERS
ARRETES AU 30 juin 2010

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

BILAN

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Actifs	Notes	Solde au 30 Juin		Solde au 31 décembre
		2 010	2 009	2 009
Actifs non courants				
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles		8 348 516	8 343 555	8 343 555
- Amortissements des immobilisations incorporelles		(6 400 322)	(5 872 549)	(6 137 804)
	III.1.	1 948 194	2 471 006	2 205 751
Immobilisations corporelles		172 044 771	170 932 695	171 252 733
- Amortissements des immobilisations corporelles		(131 749 161)	(122 932 141)	(127 214 887)
	III.1.	40 295 611	48 000 554	44 037 846
Immobilisations financières		10 675 457	10 404 557	10 597 497
- Provisions sur immobilisations financières		(5 596 850)	(5 596 860)	(5 596 860)
	III.2.	5 078 607	4 807 697	5 000 637
Total des actifs immobilisés		47 322 413	55 279 257	51 244 234
Autres actifs non courants		-	-	-
Total des actifs non courants		47 322 413	55 279 257	51 244 234
Actifs courants				
Stocks		37 060 302	23 176 015	31 688 598
-Provisions pour dépréciation des stocks		(869 884)	(975 584)	(877 788)
	III.3.	36 190 419	22 200 432	30 810 809
Clients et comptes rattachés		33 625 926	36 560 519	29 848 883
-Provisions pour dépréciation des comptes clients		(15 696 356)	(15 672 386)	(15 683 002)
	III.4.	17 929 570	20 888 134	14 165 881
Autres actifs courants	III.5.	8 604 117	6 726 005	6 626 830
Placements et autres actifs financiers	III.6.	2 478 395	1 488 237(*)	3 749 875
Liquidités et équivalents de liquidités	III.7.	10 776 968	7 185 372(*)	7 849 886
Total des actifs courants		75 979 470	58 488 179	63 203 282
Total des actifs		123 301 882	113 767 436	114 447 516

(*) Données retraitées à des fins comparatives-Note III.26

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

BILAN

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

		Solde au 30 Juin		Solde au 31 décembre
Capitaux propres et passifs	Notes	2 010	2 009	2 009
Capitaux propres				
Capital social		12 623 472	12 623 472	12 623 472
Réserves légales		2 419 912	2 419 912	2 419 912
Réserves spéciales		2 603 050	2 603 050	2 603 050
Actions propres		(325 774)	(325 774)	(325 774)
Autres capitaux propres		7 804 456	7 842 052	7 823 254
Résultats reportés		(102 579 198)	(91 221 830)	(91 221 830)
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		(77 454 081)	(66 059 117)	(66 077 915)
Résultat de l'exercice		(7 452 226)	(8 182 741)	(11 357 369)
Total des capitaux propres	III.8.	(84 906 308)	(74 241 859)	(77 435 284)
Passifs				
Passifs non courants				
Emprunts et dettes assimilées	III.9.	12 646 401	16 844 614	14 593 511
Autres passifs non courants	III.10.	844 649	846 982	846 982
Provisions pour risques et charges	III.11.	210 016	230 016	210 016
Autres dettes non courantes	III.12.	78 818	1 425 400	685 314
Total des passifs non courants		13 779 884	19 347 011	16 335 822
Passifs courants				
Fournisseurs et comptes rattachés	III.13.	10 159 771	5 127 434	8 058 240
Autres passifs courants	III.14.	27 349 558	23 079 112	26 027 562
Concours bancaires et autres passifs financiers	III.15.	156 918 976	140 455 738	141 461 176
Total des passifs courants		194 428 306	168 662 284	175 546 978
Total des passifs		208 208 190	188 009 295	191 882 800
Total des capitaux propres et des passifs		123 301 882	113 767 436	114 447 516

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

Etat de résultat

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Produits d'exploitation	Notes	Exercice de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
		30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Revenus	III.16.	48 203 645	48 129 226	93 332 832
Autres produits d'exploitation	III.17.	97 846	92 832	179 997
Total des produits d'exploitation		48 301 491	48 222 058	93 512 829
Charges d'exploitation				
Variation des stocks de produits finis et des encours		(7 424 068)	5 599 812	4 948 496
Achats de marchandises consommés		-	-	-
Achats d'approvisionnements consommés	III.18.	36 263 515	30 377 790	57 115 271
Charges de personnel	III.19.	9 307 944	8 375 696	17 603 074
Dotations aux amortissements et aux provisions	III.20.	7 739 374	4 943 692	9 807 170
Autres charges d'exploitation	III.21.	2 036 955	1 669 706	3 868 592
Total des charges d'exploitation		47 923 721	50 966 697	93 342 603
Résultat d'exploitation		377 770	(2 744 639)	170 226
Charges financières nettes	III.22.	7 798 458	5 349 121	11 388 997
Produits des placements		-	-	-
Autres gains ordinaires	III.23.	2 422	17 089	19 573
Autres pertes ordinaires	III.24.	-	76 313	90 891
Résultat des activités ordinaires avant impôt		(7 418 266)	(8 152 985)	(11 290 089)
Impôt sur les bénéfices		33 961	29 756	67 280
Résultat des activités ordinaires après impôt		(7 452 226)	(8 182 741)	(11 357 369)
Eléments extraordinaires		-	-	-
Résultat net de l'exercice		(7 452 226)	(8 182 741)	(11 357 369)
Résultat net de la période		(7 452 226)	(8 182 741)	(11 357 369)
Effets des modifications comptables (Net d'impôt)		-	-	-
Résultat de l'exercice après modification comptable		(7 452 226)	(8 182 741)	(11 357 369)

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP) Etat des flux de trésorerie

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Notes	Exercice de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net	(7 452 226)	(8 182 741)	(11 357 369)
- Ajustements pour:			
Dotations aux amortissements et aux provisions	7 874 185	5 129 799	10 248 486
Reprises sur provisions et amortissements	(134 810)	(186 107)	(441 316)
Différence de change sur liquidités et équivalents	(8 758)	(1 255)	2 112
- Variations des :			
Stocks	(5 371 704)	10 567 956	2 055 373
Créances	(3 777 043)	(8 753 861)	(2 042 225)
Autres actifs courants	(1 959 598)	(25 209)	(110 818)
Placements et autres actifs financiers	1 142 209	(769 120) (*)	(3 030 758)
Fournisseurs et autres dettes	3 201 227	(2 875 832)	4 657 531
Transfert de charges	1 427 854	(796 726)	(710 942)
Plus value de cession des immobilisations	-	(12 051)	(10 950)
Moins value sur cession des immobilisations	-	-	11 067
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(5 058 665)	(5 905 147) (*)	(729 808)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décassement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(773 708)	(161 980)	(916 965)
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	12 051	10 950
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(106 027)	(32 713)	(44 084)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	7 286	-	-
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(872 450)	(182 642)	(950 099)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissements provenant des emprunts	22 947 472	18 265 520	26 788 319
Encaissements provenant des subventions d'investissements	-	64 000	64 000
Décassement pour remboursement des emprunts	(13 275 700)	(14 331 164)	(30 041 007)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement	9 671 773	3 998 355	(3 188 688)
Incidence de la variation des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	8 758	1 255	(2 112)
Variation de trésorerie	3 749 416	(2 088 178) (*)	(4 870 707)
Trésorerie au début de l'exercice	(42 196 370)	(37 325 663) (*)	(37 325 663)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	III.25. (38 446 954)	(39 413 842) (*)	(42 196 370)

(*) Données retraitées à des fins comparatives-Note III.26

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

I. PRESENTATION DE LA SOCIETE

La STIP est une société anonyme, créée le 21 Juillet 1980. Son capital a été augmenté à plusieurs reprises pour être porté au 31 décembre 2003 à 42 078 240 DT.

A la date du 30 Juin 2008, le capital social a été réduit pour un montant de 29 454 768 DT rapportant ainsi la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT l'action. Par la même Assemblée Générale Extraordinaire, une augmentation du capital non suivit d'effet pour le montant de 42 078 240 DT (émission de 14 026 080 nouvelles actions) a été prononcée.

La société est réputée commerçante et est régie par la réglementation Tunisienne, ainsi que les dispositions de ses statuts qui prévoit comme objet principal la fabrication et la commercialisation des pneumatiques et de tout autres articles en caoutchouc manufacturé.

Suite à son acquisition de la société "SONAP", la "STIP" est devenue, à partir de juillet 1991, l'unique producteur de pneumatiques en Tunisie.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun et bénéficie à ce titre des avantages fiscaux relatifs à l'exportation de biens et de services.

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 12 octobre 2001, a décidé l'ouverture du capital par offre publique de vente (OPV). Cette opération a porté sur 382 529 actions représentant 10% du capital social.

II. REFERENTIEL COMPTABLE

II.1. DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers ont été établis et arrêtés conformément aux dispositions du système comptable des entreprises. Les règles, méthodes et principes adoptés pour l'enregistrement des opérations au courant ou à la fin de l'exercice ne comportent aucune dérogation significative par rapport à ceux prévus par les normes comptables en vigueur.

II.2. BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

A. BASES DE MESURE

La STIP a accusé une perte nette de 7 452 226 DT pour la période de 6 mois close au 30 juin 2010, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 84 906 308 DT, soit 91 218 044 DT en de deçà de la moitié du capital social.

Le passif exigible était, au 30 juin 2010, supérieur de 118 448 836 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 84 906 308 DT au total de l'actif.

Cette situation est due à des facteurs endogènes et surtout exogènes ayant affectés la compétitivité commerciale, la performance économique et l'équilibre financier de la société. Dans ce contexte, la STIP a entamé un processus de recherche de solutions stratégiques visant la restructuration de la société et le rétablissement de son équilibre financier.

A ce titre, bien que la société ait établi un plan d'assainissement financier et l'a mis à jour pour la période 2008-2011, et en dehors des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 Juin 2008 prévoyant simultanément une réduction du capital motivée par des pertes de 29 454 768 DT par la réduction de la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT et une augmentation du capital en numéraire, non suivie d'effets, de 42 078 240 DT par émission de nouvelles actions de 3 DT chacune, la situation financière de la société n'a pas encore fait l'objet d'un assainissement.

Toutefois, il y a lieu de signaler que la société a déjà obtenu des accords de principe formels des banques pour adhérer au plan de restructuration et procéder au retraitement des engagements de la STIP. La société a, également, confié, depuis le 1er juillet 2009, à une banque d'affaires, une mission d'assistance et d'accompagnement pour la réalisation de sa restructuration et privatisation par ouverture de son capital à des investisseurs stratégiques.

Le processus a été fondé sur le principe de l'indexation de l'abandon partiel des dettes bancaires à l'apport en numéraire des dits investisseurs stratégiques dans l'augmentation de capital. Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé le 16 avril 2010 et clôturé le 28 mai 2010 suite à une prorogation des délais de réception des dossiers. Il a fait l'objet de 9 réponses. La banque d'affaires a été, aussitôt, invitée à entrer en contact avec les intéressés pour sonder leurs opinions sur l'approche appropriée à suivre et les scénarios possibles pour la concrétisation de l'opération de restructuration et de privatisation et ce, avant de discuter avec les banques concernées pour convenir du schéma à adopter pour la finalisation du processus.

Ces discussions devaient, bien entendu, précéder l'élaboration du cahier des charges relatif à l'appel d'offres qui serait lancé au titre de l'opération de restructuration financière et de privatisation de la STIP.

Faute de concrétisation de la restructuration financière envisagée, des doutes importants pèsent sur la continuité d'exploitation. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée.

Nonobstant les incertitudes précitées, les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus en matière de continuité de l'exploitation qui prévoient que la STIP sera en mesure de réaliser ses éléments d'actif et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal des affaires.

En conséquence, les états financiers ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

Les autres méthodes d'évaluation les plus significatives se résument comme suit:

B. UNITE MONETAIRE

Les états financiers sont établis en dinars tunisiens. Les soldes des opérations libellées en monnaie étrangère ont été convertis au cours de clôture et les gains et pertes de change ont été imputés directement aux résultats conformément aux dispositions de la norme comptable n° 15.

C. SOMMAIRE DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

C.1. IMMOBILISATIONS

Seuls les éléments répondant aux critères de prise en compte d'un actif ont été immobilisés. Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'entrée qui comprend le prix d'achat augmenté des droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs tels que les commissions et courtages, les frais de transit, les frais de préparation du site, les frais de livraison, de manutentions initiales et les frais d'installation.

Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisations effectives de chaque immobilisation suivant le système linéaire et sur la base des taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	33%
Know How	10%
Fonds de commerce	5%
Constructions	5%
Installations, Agencements et Aménagements des constructions	10%
Matériel et outillage industriel	10%
Matériel informatique	15%
Matériel de transport	20%
Mobilier et matériel de bureau	10%

La société a réévalué ses immobilisations au cours de l'exercice 1996. Cette opération a été faite sur la base des indices de réévaluation fixés par le décret 90-905 du 04 juin 1990 et a permis de dégager une réserve spéciale de réévaluation de 7 705 346 DT inscrite parmi les capitaux propres.

Les valeurs nettes comptables des immobilisations réévaluées sont amorties linéairement aux taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux
Constructions	2,5% à 5%
Matériels et outillages industriels	20%

C.2. STOCKS

Les stocks sont composés de stocks de matières premières, de matières consommables, de pièces de rechanges, de produits en cours et de produits finis.

Les stocks de matières premières, de matières consommables, de produits en cours et de produits finis sont valorisés conformément au paragraphe 43 de la norme comptable NC 04 relative aux stocks, au coût d'achat ou au coût de production déterminés sur la base de coûts standards calculés au début de l'année sur la base des prévisions budgétaires et ce dans la mesure où le coût global standard des stocks ne s'écarte pas de manière significative au coût global réel des stocks pendant la période considérée.

Le coût réel est systématiquement calculé, en fin de période, puis comparé au coût standard au titre des périodes caractérisées par des hausses inattendues des prix des matières et/ou des cours de change ou des évolutions anormales des autres coûts de production. Durant ces périodes, l'appréciation du caractère significatif ou non de l'écart résultant de la comparaison entre les deux coûts (réel et standard) détermine lequel des deux coûts servirait à la valorisation des dits stocks.

Le coût réel d'achat ou de production des stocks comprend :

- Pour les stocks de matières premières et de matières consommables, le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurances liés au transport de réception et autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés,
- Pour les stocks d'en cours de production et de produits finis, le coût d'achat des matières consommées dans la production et une juste part des coûts directs et indirects de production pouvant être raisonnablement rattachée à la production. Lorsque le niveau réel de production est inférieur à la capacité normale de production, les frais généraux fixes de production tels que les charges d'amortissement des bâtiments et équipements industriels et les frais de gestion et d'administration de la production sont imputés au coût de production à hauteur du niveau réel de production à la capacité normale de production (la méthode de l'imputation rationnelle).

Le stock de pièces de rechange est valorisé au coût réel d'achat en utilisant la méthode du coût moyen pondéré après chaque sortie.

En matière de provision sur stock de produits finis, il est procédé comme suit:

- Pour le stock de pneus destinés à l'exportation (essentiellement agricoles) dont la valeur de réalisation nette est inférieure au coût de production ; une provision égale à la différence est constatée.
- Pour les produits finis fabriqués pour le compte de la société " Pirelli" et qui sont facturés à un prix conventionnel, une provision égale à la différence entre le prix de vente et le coût réel de production a été constituée.

C.3. EMPRUNTS

Le principal des emprunts est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est classée parmi les passifs courants.

III. NOTES EXPLICATIVES DU BILAN, DE L'ETAT DE RESULTAT ET DE L'ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

III.1. LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations nettes s'élèvent au 30/06/2010 à 42 243 805 DT. Elles sont analysées au niveau du tableau suivant :

Désignation	Valeur brute au 31/12/2009	Acquisitions	Transfert	Cessions et régularisations	Valeur brute au 30/06/2010	Amortissements cumulés au 31/12/2009	Dotations 2010	Cessions et régularisations	Amortissements cumulés au 30/06/2010	VCN au 30/06/2010
<i>Immobilisations incorporelles</i>										
-Know How	7 004 062	-	-	-	7 004 062	(5 069 179)	(241 860)	-	(5 311 039)	1 693 023
-Logiciels	576 796	-	-	-	576 796	(572 872)	(1 590)	-	(574 462)	2 333
-Fonds commercial	762 697	-	-	-	762 697	(495 753)	(19 067)	-	(514 820)	247 877
-En cours	-	4 961	-	-	4 961	-	-	-	-	4 961
Sous-total (I)	8 343 555	4 961	-	-	8 348 516	(6 137 804)	(262 518)	-	(6 400 322)	1 948 194
<i>Immobilisations corporelles</i>										
-Terrains	1 368 098	-	-	-	1 368 098	-	-	-	-	1 368 098
-Constructions	24 892 371	-	-	-	24 892 371	(13 025 489)	(423 807)	-	(13 449 296)	11 443 075
-Constructions réévaluées	870 029	-	-	-	870 029	(528 251)	(7 160)	-	(535 411)	334 619
-Agencements et aménagements des constructions	3 084 898	1 839	-	-	3 086 737	(2 554 357)	(100 785)	-	(2 655 142)	431 595
-Matériel & outillages industriels	99 241 516	247 509	-	-	99 489 024	(69 775 282)	(3 948 382)	-	(73 723 663)	25 765 361
-Matériel & outill. industriels réévalués	37 625 194	-	-	-	37 625 194	(37 625 194)	-	-	(37 625 194)	-
-Matériel de transport	1 564 204	-	-	-	1 564 204	(1 449 071)	(15 943)	-	(1 465 013)	99 190
-Matériel informatique	1 033 984	20 248	-	-	1 054 232	(974 218)	(10 804)	-	(985 022)	69 210
-Agencement, Aménagements & Installations	1 052 743	-	-	-	1 052 743	(910 427)	(19 323)	-	(929 750)	122 992
-Equipement de bureau	419 238	8 527	-	-	427 765	(372 599)	(8 071)	-	(380 670)	47 095
-En cours	100 459	792 038	(278 122)	-	614 375	-	-	-	-	614 375
Sous-total (II)	171 252 733	1 070 160	(278 122)	-	172 044 771	(127 214 887)	(4 534 273)	-	(131 749 161)	40 295 611
Total (I+II)	179 596 288	1 075 121	(278 122)	-	180 393 288	(133 352 691)	(4 796 791)	-	(138 149 482)	42 243 805

III.2. LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières nettes des provisions s'élèvent au 30/6/2010 à 5 078 607 DT contre 5 000 637 DT au 31/12/2009. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
Titres de participation SOMACOP	5 596 850	5 596 860	5 596 860
Titres de participation SMTP	4 508 355	4 508 355	4 508 355
Cautionnements	406 308	299 342	307 556
Prêts au personnel	163 945	-	184 726
Total valeur brute	10 675 457	10 404 557	10 597 497
- Provisions sur immobilisations financières	(5 596 850)	(5 596 860)	(5 596 860)
Total valeur nette	5 078 607	4 807 697	5 000 637

La provision pour dépréciation des immobilisations financières est relative aux titres SOMACOP.

III.3. LES STOCKS

Les stocks affichent au 30/6/2010 un solde brut de 37 060 302 DT contre un solde brut de 31 688 598 DT au 31/12/2009. La provision pour dépréciation des stocks s'élève à 869 884 DT au 30/6/2010 contre 877 788 DT au 31/12/2009 soit un solde net des stocks au 30/6/2010 de 36 190 419 DT contre 30 810 809 DT au 31/12/2009. Ils se détaillent dans le tableau qui suit :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
Matières premières	10 707 300	5 624 603	12 609 071
- Provision pour dépréciation	-	-	-
Total valeur nette des matières premières	10 707 300	5 624 603	12 609 071
Stock de produits finis	15 270 465	7 317 571	7 681 584
- Provision pour dépréciation	(69 884)	(175 584)	(77 788)
Total valeur nette des produits finis	15 200 581	7 141 987	7 603 795
Stock d'en-cours de productions de biens	2 967 475	2 844 986	3 132 289
- Provision pour dépréciation	-	-	-
Total valeur nette des en-cours	2 967 475	2 844 986	3 132 289
Stock de pièces de rechange et autres approv.	8 115 062	7 388 856	8 265 655
- Provision pour dépréciation	(800 000)	(800 000)	(800 000)
Total valeur nette des pièces de rechange	7 315 062	6 588 856	7 465 655
Total valeur nette	36 190 419	22 200 432	30 810 809

III.4. LES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les clients et comptes rattachés affichent une valeur brute au 30/6/2010 de 33 625 926 DT contre 29 848 883 DT au 31/12/2009. La provision pour dépréciation des créances clients s'élève au 30/6/2010 à 15 696 356 DT contre 15 683 002 DT au 31/12/2009.

La valeur nette des clients et comptes rattachés s'élève ainsi à 17 929 570 DT au 30/6/2010 contre 14 165 881 DT au 31/12/2009.

Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
Clients locaux	3 498 504	1 858 697	57 473
Clients locaux, effets à recevoir	540 849	6 401 601	939 905
Clients étrangers	13 880 299	12 710 136	13 281 412
Clients douteux	15 706 274	15 590 086	15 570 094
Total valeur brute	33 625 926	36 560 519	29 848 883
- Provision pour dépréciation	(15 696 356)	(15 672 386)	(15 683 002)
Total valeur nette	17 929 570	20 888 134	14 165 881

III.5. LES AUTRES ACTIFS COURANTS

La valeur nette des autres actifs courants s'élève au 30/06/2010 8 604 117 DT contre 6 626 830 DT au 31/12/2009. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
Fournisseurs débiteurs	1 582 088	1 598 261	896 611
Personnel	148 744	324 578	184 954
Etat, impôts/sociétés à reporter	3 928 998	3 224 276	3 357 042
Etat TVA à reporter	3 788	-	22 578
Etat TVA récupérable	11 286	36 315	621 027
Etat TFP	486 586	408 009	326 463
Etat, avance en douanes	237 781	279 972	199 865
Etat Rappel d'Impôts	364 315	364 315	364 315
Sociétés de groupe	2 034 469	1 004 042	1 044 872
Charges constatées d'avances	440 185	117 637	240 559
Autres actifs courants	426	-	-
Total valeur brute	9 238 666	7 357 404	7 258 287
- Provision pour dépréciation	(634 549)	(631 399)	(631 457)
Total valeur nette	8 604 117	6 726 005	6 626 830

Les comptes de personnel et comptes rattachés se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
Avances et acomptes M'saken	106 098	289 718	114 626
Avances et acomptes Menzel Bourguiba	42 188	33 150	55 553
FNS 26-26	458	1 711	14 775
Total	148 744	324 578	184 954

Les comptes courants associés se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
SOMACOP	1 273 224	306 514	318 332
SMTP Amine	717 459	671 312	692 225
SOMACOP PLUS	43 785	26 216	34 315
Total	2 034 469	1 004 042	1 044 872

III.6. PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent au 30/06/2010 à 2 478 395 DT contre 3 749 875 DT au 31/12/2009. Ils se détaillent ainsi :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
Régies d'avance et accreditifs (supérieurs à 3 mois)	2 478 395	1 488 237(*)	3 749 875
Total	2 478 395	1 488 237(*)	3 749 875

(*) Données retraitées à des fins comparatives-Note III.26

III.7. LES LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 30/06/2010 à 10 776 968 DT contre 7 849 886 DT au 31/12/2009. Elles se détaillent ainsi :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
Banques	861 603	218 760	395 936
Caisses	21 839	11 133	10 221
Chèques à L'Encaissement	3 680 624	4 890 276	5 205 580
Effets à L'Escompte	1 024 659	368 807	857 369
Régies d'avance & accreditifs	5 188 244	1 696 395	1 380 780
Total	10 776 968	7 185 372	7 849 886

III.8. LES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres ont passé de (77 435 284) DT au 31/12/2009 à (84 906 308) DT au 30/06/2010.

Cette variation est détaillée dans le tableau de variation des capitaux propres qui suit :

Désignation	Capital social	Réserve légale	Réserve spéciale d'investissement	Réserve spéciale	Actions propres	Autres capitaux propres	Résultats reportés	Amortissements différés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31/12/2009	12 623 472	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 823 254	(31 680 905)	(59 540 925)	(11 357 369)	(77 435 284)
<i>Affectation de résultat de l'exercice 2009 suivant la décision de l'AGO du 23/06/2010</i>							(1 296 560)	(10 060 809)	11 357 369	-
<i>Subvention d'investissement - Quote part de l'exercice</i>						(18 798)				(18 798)
<i>Résultat net de l'exercice clos le 30/06/2010</i>									(7 452 226)	(7 452 226)
Solde au 30/06/2010	12 623 472	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 804 456	(32 977 465)	(69 601 734)	(7 452 226)	(84 906 308)

III.9. LES EMPRUNTS

Les emprunts affichent au 30/06/2010 un solde de 12 646 401 DT contre un solde de 14 593 511 DT au 31/12/2009 et sont détaillés ainsi :

Bailleurs de fonds	durée	franch	taux	Crédit initial	Solde au 31/12/2009				1er semestre 2010		Solde au 30/06/2010			
					à + d'un an	à - d'un an	échus impayés	Total	Rembts	Reclasts	à + d'un an	à - d'un an	échus impayés	Total
UBCI crédit 1 269 888 DT	7 ans	2 ans	4,00000%	4 210 656	90 706	181 413	0	272 119	90 706	90 706	-	181 413	-	181 413
UBCI crédit 672 555,288 DT	7 ans	2 ans	4,00000%	"	48 040	96 079	0	144 119	48 040	48 040	-	96 079	-	96 079
UBCI Crédit 1 474 524 DT	7 ans	2 ans	4,00000%	"	105 323	210 646	-	315 969	-	105 323	-	210 646	105 323	315 969
UBCI Crédit 793 688,913 DT	7 ans		4,00000%	"	56 692	113 384	-	170 076	56 692	56 692	-	113 384	-	113 384
STB Crédit : 2.063.027,120DT	15 ans	3 ans	9,22000%	14 000 000	1 117 473	171 919	773 635	2 063 027	-	85 959	1 031 514	171 919	859 595	2 063 027
STB Crédit : 2.372 171.477DT	15 ans	3 ans	9,22000%	"	1 334 346	197 681	840 144	2 372 171	-	98 840	1 235 506	197 681	938 985	2 372 171
STB Crédit : 3.358.906,778DT	15 ans	3 ans	9,22000%	"	1 819 408	279 909	1 259 590	3 358 907	-	139 954	1 679 453	279 909	1 399 545	3 358 907
STB Crédit : 1 205 894,625DT	15 ans	2 ans	9,22000%	"	703 439	100 491	401 965	1 205 895	-	50 246	653 193	100 491	452 210	1 205 895
STB Crédit : 2.372 546.236DT	15 ans	2 ans	9,29300%	"	1 277 525	182 504	866 892	2 326 920	-	91 252	1 186 273	182 504	958 144	2 326 920
STB Crédit : 2.627 453.764DT	15 ans	2 ans	9,29300%	"	1 414 783	202 112	960 031	2 576 926	-	101 056	1 313 727	202 112	1 061 087	2 576 926
STB Crédit : 5.000 000DT	7 ans	-	7,31250%	5 000 000	-	357 143	3 571 429	3 928 571	-	-	-	-	3 928 571	3 928 571
														-
ATTIJARI Bq Crédit 2 000 000 DT	7 ans	2 ans	6,93750%	2 000 000	-	-	1 090 462	1 090 462	-	-	-	-	1 090 462	1 090 462
														-
Amen Bank Credit 2 200 000DT	12 ans	2 ans	6,90625%	7 000 000	1 099 500	223 000	729 500	2 052 000	-	118 250	981 250	232 500	838 250	2 052 000
Amen Bank Credit 800 000 DT	12 ans	2 ans	6,90625%	"	399 750	81 000	265 250	746 000	-	43 000	356 750	84 500	304 750	746 000
Amen bank crédit 4 000.000DT	10 ans	2 ans	7,00000%	"	2 205 000	389 250	1 272 500	3 866 750	-	206 250	1 998 750	405 750	1 462 250	3 866 750
AMEN BANK : 1 200 000DT	3 ans		7,00000%	1 200 000	-	-	1 200 000	1 200 000	-	-	-	-	1 200 000	1 200 000
														-
BFT Crédit : 3 000 000DT	7 ans	2 ans	6,90625%	3 000 000	-	-	3 000 000	3 000 000	-	-	-	-	3 000 000	3 000 000
														-
UIB Crédit réaménagé : 3 555 000 DT	6 ans		6,00000%	4 000 000	323 160	646 320	2 585 520	3 555 000	-	323 160	-	646 320	2 908 680	3 555 000
UIB Crédit réaménagé :445 000 DT	2,5 ans		7,00000%	"	-	-	445 000	445 000	-	-	-	-	445 000	445 000
														-
BTK Crédit 6 000 000 DT	12 ans	2 ans	7,93750%	6 000 000	1 950 000	600 000	2 400 000	4 950 000	-	300 000	1 650 000	600 000	2 700 000	4 950 000
BTK Crédit réaménagé 1 050 000D			7,00000%	1 050 000	474 000	144 000	432 000	1 050 000	-	72 000	402 000	144 000	504 000	1 050 000
														-
BNA Crédit 8 424 000 DT	7 ans	2 ans	6,90625%	10 000 000	-	-	8 424 000	8 424 000	-	-	-	-	8 424 000	8 424 000
BNA Crédit 1 576 000 DT	7 ans		6,00000%	"	-	236 400	1 339 600	1 576 000	-	-	-	78 800	1 497 200	1 576 000
BNA Crédit 4410000DT	18M		8,00000%	4 410 000	-	-	3 589 365	3 589 365	-	-	-	-	3 589 365	3 589 365
														-
BIAT 2 500 000 DT	7 ans	2 ans	7,00000%	2 500 000	-	476 190	2 023 810	2 500 000	-	-	-	238 095	2 261 905	2 500 000
														-
BH Crédit 247 000 DT	10 ans		8,20000%	247 000	174 366	30 833	0	205 199	15 104	16 381	157 985	32 110	-	190 095
Total					14 593 511	4 920 274	37 470 692	56 984 477	210 542	1 947 110	12 646 401	4 198 213	39 929 321	56 773 935

III.10. LES AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants s'élèvent au 30/06/2010 à 844 649 DT contre 846 982 DT au 31/12/2009. Il s'agit à hauteur de 844 649 DT d'une avance accordée par l'Etat Tunisien depuis les premières années d'activité de la " STIP ", et qui provient d'un don Italien.

III.11. LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 30/06/2010 à 210 016 DT contre le même solde au 31/12/2009.

III.12. AUTRES DETTES NON COURANTES

Les autres dettes non courantes s'élèvent au 30/06/2010 à 78 818 DT contre 685 314 DT au 31/12/2009. Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
Dettes CNSS à plus d'un an	78 818	400 767	551 725
Dettes fiscales à plus d'un an	-	1 024 633	133 589
Total	78 818	1 425 400	685 314

La STIP a bénéficié d'un échéancier s'étalant sur cinq ans pour le remboursement de sa dette vis-à-vis de la CNSS d'un montant de 4 498 530 DT ainsi que d'un échéancier de même durée vis-à-vis du trésor en application de la loi n°25/2006 du 15/06/2006 relative à l'amnistie fiscale pour 2 671 780 DT. La partie à échoir dans un délai supérieur à une année est classée parmi les autres dettes non courantes. Celle à moins d'une année est classée parmi les passifs courants.

III.13. LES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés est de 10 159 771 DT au 30/06/2010 contre 8 058 240 DT au 31/12/2009. Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>			
Fournisseurs locaux	3 208 403	2 833 186	3 223 379
Fournisseurs étrangers	1 100 878	1 070 111	869 940
Fournisseurs locaux, retenus de garantie	383	1 541	1 541
Fournisseurs, factures non parvenues	5 445 878	810 820	3 582 442
Fournisseurs locaux, effets à payer	17 607	50 318	17 607
Total des fournisseurs d'exploitation	9 773 149	4 765 977	7 694 909
<i>Fournisseurs d'immobilisations</i>			
Fournisseurs locaux	116 472	116 472	116 472
Fournisseurs étrangers	25 555	2 264	2 264
Fournisseurs locaux, retenus de garantie	244 595	242 722	244 595
Total des fournisseurs d'immobilisations	386 622	361 457	363 331
Total	10 159 771	5 127 434	8 058 240

III.14. LES AUTRES PASSIFS COURANTS

Le total des autres passifs courants s'élève au 30/06/2010 à 27 349 558 DT contre 26 027 562 DT au 31/12/2009. Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
Clients R.R.R. à accorder	8 516 488	7 380 063	8 663 495
Ristournes à rembourser à MAAP	902 177	902 177	902 177
Fonds social	1 877 716	1 923 718	1 771 220
Personnel	1 933 279	2 452 186	1 816 905
Etat, impôts et taxes	5 596 796	6 218 740	6 479 425
Associés, dividendes à payer	1 039 109	1 067 622	1 067 622
Caisse Nationale de sécurité sociale	2 717 284	2 235 183	2 477 208
Tantièmes	94 462	94 462	94 462
Jetons de présence	150 015	199 633	165 015
Charges à payer	-	9 600	-
Produits constatés d'avance	1 669 821	545 120	2 542 425
Autres passifs courants	206	28	185
Sous total 1	24 497 353	23 028 532	25 980 138
Provision courante pour risques & charges	2 852 206	50 581	47 424
Total	27 349 558	23 079 112	26 027 562

III.15. LES CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 30/06/2010 à 156 918 976 DT contre 141 461 176 DT au 31/12/2009. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
Échéances à moins d'un an sur emprunts	4 198 213	6 442 130	4 920 274
Échéances impayées	39 929 321	34 166 359	37 470 692
Emprunts courants	42 820 201	36 494 468	30 829 967
Intérêts courus	20 747 319	16 753 568	18 193 985
Banques débitrices	49 223 922	46 599 213	50 046 257
Total	156 918 976	140 455 738	141 461 176

III.16. LES REVENUS

Les revenus réalisés au cours du 1^{er} semestre 2010 s'élèvent à 48 203 645 DT contre 48 129 226 DT réalisés au cours du 1^{er} semestre 2009 soit une augmentation de 74 418 DT. Les revenus se détaillent comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Période de 12
	30/06/2010	30/06/2009	mois close le
			31/12/2009
Ventes locales			
Ventes locales de produits finis Msaken	26 846 464	22 074 762	50 682 111
Ventes locales de produits finis MI Bourguiba	4 007 930	4 510 827	10 302 888
Ventes de produits intermédiaires	204 948	203 363	439 382
Ristournes sur ventes	(2 145 616)	(1 822 730)	(4 934 166)
Total des ventes locales	28 913 726	24 966 223	56 490 216
Ventes à l'export			
Exportation de produits finis Msaken	10 395 120	13 061 084	19 891 303
Exportation de produits finis "All-steell"	8 716 729	8 788 669	14 935 946
Exportation de produits finis MI Bourguiba	705 464	665 910	1 034 691
Exportation de produits finis Pirelli U2	33 568	947 340	1 337 465
Ristournes sur ventes accordées	(560 962)	(329 449)	(386 238)
Exportation de services	-	29 449	29 449
Total des ventes à l'export	19 289 918	23 163 003	36 842 616
Total	48 203 645	48 129 226	93 332 832

III.17. LES AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation réalisés au cours du 1^{er} semestre 2010 s'élèvent à 97 846 DT contre 92 832 DT réalisés au cours du 1^{er} semestre 2009. Ils se détaillent ainsi :

Libellé	Période de 6 mois		Période de 12
	30/06/2010	30/06/2009	mois close le
			31/12/2009
Revenus des immeubles	10 775	10 262	20 524
Ventes des déchets	62 987	51 641	99 589
Quote part Subvention d'investissement	18 798	28 931	47 729
Jetons de présence perçus	3 716	-	3 618
Autres produits	1 570	1 998	8 538
Total	97 846	92 832	179 997

III.18. LES ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES

Les achats d'approvisionnement consommés encourus au cours du 1^{er} semestre 2010 s'élèvent à 36 263 515 DT contre 30 377 790 DT encourus au cours du 1^{er} semestre 2009.

Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Achats d'approvisionnements	27 045 126	25 628 059	51 096 413
Variation de stocks des autres approvisionnements	3 448 064	(677 343)	(4 455 348)
Total 1	30 493 190	24 950 716	46 641 065
Achats de fournitures et matières consommables	3 143 982	3 552 652	7 180 439
Variation de stocks matières premières et fournitures	150 593	(334 941)	(1 211 739)
Total 2	3 294 574	3 217 711	5 968 700
Achats non stockés	2 475 751	2 209 364	4 505 505
Total	36 263 515	30 377 790	57 115 271

III.19. LES CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel encourues au cours du 1^{er} semestre 2010 s'élèvent à 9 307 944 DT contre 8 375 696 DT encourus au cours du 1^{er} semestre 2009.

Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Salaires	7 277 518	6 535 320	13 847 082
Charges sociales	1 808 939	1 644 869	3 360 109
Autres charges sociales	198 329	171 305	349 186
Fonds social	23 158	24 202	46 697
Total	9 307 944	8 375 696	17 603 074

III.20. LES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

Les dotations aux amortissements et aux provisions du 1^{er} semestre 2010 s'élèvent à 7 739 374 DT contre 4 943 692 DT encourus au cours du 1^{er} semestre 2009. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Dotations aux amortissements des immobilisations	4 796 791	5 125 188	10 098 944
Provisions pour dépréciation des stocks	69 884	-	-
Provisions pour dépréciation des clients	70 366	4 611	144 407
Provisions pour dépréciation des autres actifs courants	132 362	-	5 135
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 804 782	-	-
- Reprise sur provision pour dépréciation des stocks	(77 788)	(6 033)	(103 828)
- Reprise sur provision pour dépréciation des créances	(57 012)	(88 306)	(222 563)
- Reprise sur provision pour dépréciation de titres de participation	(10)	-	-
- Reprise sur provision pour risques et charges	-	(91 768)	(114 924)
Total	7 739 374	4 943 692	9 807 170

III.21. LES AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation encourues au cours 1^{er} semestre 2010 s'élèvent à 2 036 955 DT contre 1 669 706 DT encourues au cours 1^{er} semestre 2009.

Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Location et charges locatives	49 463	72 388	71 993
Entretien et réparation	318 325	216 427	626 772
Primes d'assurances	454 307	353 183	808 486
Gardiennage	111 233	86 391	158 507
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	166 915	149 376	327 673
Relations publiques et dons et subventions	79 008	51 885	182 635
Frais de transport sur ventes	173 644	198 340	353 768
Missions et réceptions	35 778	41 012	76 231
Frais postaux et de télécommunication	39 097	37 959	80 049
Frais et commissions bancaires	430 071	369 127	794 642
Charges diverses ordinaires*	30 496	(5 930)	59 883
Impôt et taxes**	148 619	99 548	327 953
Total	2 036 955	1 669 706	3 868 592

*Les charges diverses ordinaires se détaillent comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Jetons de présence	23 000	15 000	30 000
Autres charges diverses ordinaires	7 496	(20 930)	29 883
Total	30 496	(5 930)	59 883

**Les impôts et taxes se détaillent comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
T.F.P	72 702	67 198	138 121
FOPROLOS	72 702	63 526	138 121
Ristourne sur. T.F.P	(231 062)	(77 766)	(77 766)
T.C.L	19 769	14 551	14 551
Droits d'enregistrement et de timbres	190 554	789	72 741
Taxes sur les véhicules	16 916	24 975	31 351
Taxes de voyages	1 030	60	428
Droits de douanes sur exports	959	1 028	1 618
Autres droits, impôts & taxes	5 049	5 186	8 787
Total	148 619	99 548	327 953

III.22. LES CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières nettes encourues au 1^{er} semestre 2010 s'élèvent à 7 798 458 DT contre 5 349 121 DT encourues au 1^{er} semestre 2009.

Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Intérêts sur crédits d'exploitation	487 313	400 810	758 958
Intérêts de retard de paiement	2 150 703	1 049 718	2 779 102
Intérêts sur emprunts	776 306	953 197	1 831 760
Intérêts des comptes courants	2 022 797	2 173 358	4 105 340
Intérêts sur escomptes des effets recevoir	270 119	276 226	558 247
Intérêts sur crédits financement des stocks	31 201	21 253	50 421
Intérêts sur financement des exportations	407 129	415 574	831 491
Autres intérêts et pénalités	96 742	189 452	469 165
Intérêts créditeurs des comptes courants bancaires	(28 050)	20 519	16 841
Escomptes Obtenus	-	(480)	(480)
Pertes et gains de Change réalisés	102 967	426 974	476 944
Pertes et gains de Change non réalisés	1 481 230	(577 480)	(488 791)
Total	7 798 458	5 349 121	11 388 997

III.23. AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires réalisés au cours du 1^{er} semestre 2010 s'élèvent à 2 422 DT contre 17 089 DT au cours 1^{er} semestre 2009. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Produits nets sur cessions d'immobilisations	-	12 051	10 950
Autres gains ordinaires	2 422	5 038	8 623
Total	2 422	17 089	19 573

III.24. AUTRES PERTES ORDINAIRES

Les autres pertes ordinaires réalisées au cours du 1^{er} semestre 2010 sont nulles contre 76 313 DT au cours du 1^{er} semestre 2009. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Charges nettes sur cessions d'immobilisations	-	-	11 067
Autres pertes sur éléments non récurrents ou exceptionnels	-	76 313	79 824
Total	-	76 313	90 891

III.25. TRESORERIE DE DEBUT ET DE FIN DE PERIODE

La trésorerie à la date du 30/06/2010 s'élève à (38 446 954) DT contre (42 196 370) DT au 31/12/2009. Elle se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2010	Solde au 30/06/2009	Solde au 31/12/2009
Banques	861 603	218 760	395 936
Banques débitrices	(49 223 922)	(46 599 213)	(50 046 257)
Caisses	21 839	11 133	10 221
Chèques à L'Encaissement	3 680 624	4 890 276	5 205 580
Effets à L'Encaissement	-	-	-
Effets à L'Escompte	1 024 659	368 807	857 369
Régies d'avance & accréditifs	5 188 244	1 696 395	1 380 780
Total	(38 446 954)	(39 413 842)	(42 196 370)

III.26.MODIFICATIONS COMPTABLES

Conformément aux dispositions de la NCT11, un changement de méthode de détermination de la composition des liquidités et équivalents de liquidités a été opéré au 31/12/2009 d'une manière rétrospective. En effet, les régies d'avance et accréditifs correspondant aux blocages de fonds effectués par certaines banques au titre, d'une part, des cautions qu'elles délivrent à la société au profil des services de la douane, et d'autre part, de l'ouverture des crédits documentaires étaient, antérieurement à l'exercice 2009, classés parmi les liquidités et équivalents de liquidités.

En 2009, la société a reclassé les blocages de fonds qui remontent à plus de 3 mois parmi la rubrique « Placements et autres actifs financiers » et ce en application des dispositions du § 67 de la norme comptable générale.

Les données comparatives des rubriques du bilan et de l'état des flux de trésorerie de la période close le 30/06/2009 ont été retraitées en pro-forma. Le retraitement opéré se présente comme suit :

- Les retraitements aux rubriques du bilan au 30/06/2009 se présentent comme suit :

Actifs	Solde au 30 Juin 2009 Publié	Retraitement	Solde au 30 Juin 2009 Retraité
Actifs courants			
Placements et autres actifs financiers	-	1 488 237	1 488 237
Liquidités et équivalents de liquidités	8 673 609	(1 488 237)	7 185 372

- Les retraitements aux rubriques de l'état des flux de trésorerie de la période close le 30/06/2009 se présentent comme suit :

	Période de 6 mois close le 30/06/2009 Publiée	Retraitement	Période de 6 mois close le 30/06/2009 Retraitée
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
<i>- Variations des :</i>			
Placements et autres actifs financiers	-	(769 120)	(769 120)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(5 136 027)	(769 120)	(5 905 147)
Variation de trésorerie	(1 319 058)	(769 120)	(2 088 178)
Trésorerie au début de l'exercice	(36 606 546)	(719 117)	(37 325 663)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(37 925 605)	(1 488 237)	(39 413 842)

IV. EVENTUALITES

1. En application des dispositions de la loi n°2006-25 du 15 mai 2006 relative à l'amnistie fiscale, la STIP a bénéficié, au cours de l'exercice, de l'abandon des pénalités de contrôle et de retard se rapportant à la dette fiscale constatée en vertu de la reconnaissance de dette du 23 avril 2005 relative aux impôts et taxes dus au titre de la mise en place de la technologie Pirelli.

Cet abandon a permis à la société d'une part, d'annuler la quote-part de la dette fiscale initialement comptabilisée au titre des pénalités de contrôle pour 525 907 DT en constatant un produit d'égal montant, et d'autre part, de ne pas prendre en charge les pénalités de retard arrêtées à la date de l'abandon à 320 613 DT.

Seulement, l'abandon des pénalités prévu par la loi d'amnistie de 2006 demeure subordonné au respect du calendrier de paiement du principal de la dette s'élevant à 2 671 780 DT qui prévoit 20 échéances trimestrielles s'étendant jusqu'au 31 mars 2011 d'une valeur de 133 589 DT chacune dont 17 ont été payées au 30 juin 2010. Par ailleurs, le paiement tardif d'une échéance générera une amende de retard de 1% par mois du montant de l'échéance.

Cette situation pourrait ainsi avoir pour conséquence, en cas de non paiement d'une échéance, la déchéance de l'avantage et l'acquiescement, conformément aux dispositions de la loi n°2006-25 du 15 mai 2006 relative à l'amnistie fiscale, des pénalités abandonnées majorées des amendes de retard.

En raison des difficultés de trésorerie que connaît la société, l'incidence finale de cette situation ne peut revêtir, qu'un caractère incertain justifiant, conformément à la norme comptable tunisienne NCT 14, de mentionner le passif éventuel qui en découle et qui est estimé au 30 juin 2010 à la somme de 846 520 DT correspondant au risque en pénalités contrôle et de retard se rapportant à la déchéance de l'avantages fiscal de l'abandon.

2. La relation entre la STIP et ses salariés est régie par la convention interne d'établissement de la STIP. L'article 57 de cette convention prévoit ce que tout agent partant à la retraite bénéficie d'une indemnité de départ à la retraite.

Ainsi, en vertu de cet article, la société est redevable à son personnel partant d'indemnités de départ à la retraite et par conséquent, elle encourt à ce sujet un passif éventuel.

Toutefois, ce passif n'a pas pu être mesuré de façon fiable puisque son estimation est tributaire de plusieurs paramètres aléatoires (taux de rotation du personnel, taux des départs anticipés à la retraite, table de mortalité, taux d'actualisation,...) et justifiait, en conséquence, qu'une information dans les notes soit fournie conformément au paragraphe 18 de la norme NC 14 relative aux éventualités et aux événements postérieurs à la date de clôture.

3. Dans le cadre de la privatisation de la société par ouverture de son capital à des investisseurs stratégiques tel que indiqué à la note II.2, la confrontation entre les engagements comptabilisés par la STIP jusqu'au 31 décembre 2009 et ceux confirmés par certaines banques, préalablement au lancement de l'appel à manifestation d'intérêt, a permis de relever que ceux comptabilisés sont en deçà de ceux inscrits sur les livres des banques à hauteur des montants suivants :

Nature des engagements	Montant
Intérêts conventionnels et intérêts de retard impayés sur crédits à LT	196 791
Intérêts impayés sur préfinancement export et financement des stocks	90 573
Engagements par signature	6 341 935

V. EVENEMENTS POSTERIEURS

Ces états financiers ont été arrêtés et autorisés pour la publication en date du 21 octobre 2010. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.